

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Algérie > Histoire (Algérie) > Histoire 3 : 1945-1962 (Algérie) > **Décès de la moudjahida Djamila Amrane... Le mouvement nationale et les (...)**

Décès de la moudjahida Djamila Amrane... Le mouvement nationale et les femmes dans la guerre d'Algérie

dimanche 12 février 2017, par [HELIE LUCAS Marieme](#), [LIAUZU Claude](#) (Date de rédaction antérieure : 11 février 2017).

On annonce ce jour le décès de l'historienne Djamila Amrane, militante de l'indépendance algérienne.

Le samedi 26 janvier 1957, lors de la 'bataille d'Alger', Djamila Amrane, alors âgée de 17 ans, participe à un triple attentat du FLN dans trois brasseries de la rue Michelet située dans le quartier européen. Elle pose sa bombe dans le bar Otomatic à Alger, tandis que deux autres jeunes filles déposent d'autres engins explosifs au Coq-Hardi et à La Cafeteria : ce sont Djamila Bouazza, âgée de 19 ans et Zoubida Fadila.

Djamila Amrane échappe à l'arrestation et gagne alors le maquis FLN. Elle sera arrêtée avec certains de ses camarades en novembre 1957.

Condamnée le 4 décembre 1957 à sept ans de prison, incarcérée à la prison de Barberousse, transférée ensuite en France, Djamila Amrane est libérée en avril 1962 à Rennes et amnistiée en application des Accords d'Évian.

Après l'indépendance, elle devient historienne, enseigne et produit la première étude sur les femmes dans la guerre de libération.

Marieme Helie Lucas, 11.02.2017

Essais :

Djamila Amrane, *Les Femmes algériennes et la guerre de libération nationale, 1954-1962*, 1989 [thèse]

Djamila Amrane, *Les Femmes algériennes dans la guerre*, préface de Pierre Vidal-Naquet, Paris, Plon, 1991 (298 p.) (ISBN 2-259-02295-2)

Djamila Amrane, *Femmes au combat*, préface de André Mandouze, Alger, éditions Rahma, 1993, (298 p.)

Djamila Amrane, *Des femmes dans la guerre d'Algérie, entretiens*, préface de Michèle Perrot, Paris, Éditions Karthala, 1994 (218 p.) (ISBN 2865375102 et 978-2865375103)

Djamila Amrane - Le mouvement national, une affaire d'hommes ? Les femmes algériennes dans la guerre

Le mouvement national, la guerre d'Algérie : une affaire d'hommes. Il faut attendre les années 1980 pour que les premières études brisent le silence sur la place qu'y occupent les femmes. Mais les titres se comptent sur les doigts d'une main jusqu'à la soutenance, à l'Université de Reims en 1988, de la thèse, fondatrice, de Djamila Amrane. Elle est publiée sous le titre *Les femmes algériennes dans la guerre* chez Plon en 1991, et suivie par *Des femmes dans la guerre d'Algérie* en 1996 chez Karthala [1].

Mohamed Harbi, dans *Le FLN, mirages et réalité des origines à la prise du pouvoir* [2] soulignait que les femmes avaient été un « apport considérable » et que, sans elles, les luttes armées urbaines n'auraient pas eu la même portée. La guerre a, en effet, mobilisé des énergies auparavant négligées. Le *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens, 1926-1954* de Benjamin Stora (L'Harmattan, 1982) ne compte que six noms féminins, dont Emilie Busquant, compagne de Messali et militante algérienne à part entière. Encore, cette participation de l'épouse « d'origine étrangère » risque-elle d'être soumise à suspicion, comme le montre Albert Memmi dans son *Portrait du colonisé* quand il explique l'engagement de Bourguiba, Ferhat Abbas ou Messali par leur souci de compenser ces mésunions, ou de réagir à cette impasse [3].

Relire, à un tiers de siècle d'écart, les titres phares de l'époque : *L'Algérie, nation et société* de Lacheraf, *Le meilleur combat* de Ouzegane, les *Damnés de la terre* de Fanon, est, en effet, une épreuve de vérité cruelle mais heuristique : la femme y est quasiment absente. Il fallait sans doute l'alliage de l'engagement militant et de la rigueur du métier d'historienne chez Djamila Amrane pour rendre justice à cette « moitié oubliée du peuple algérien ».

Dans l'Algérie des années cinquante, où 4% des femmes sont alphabétisées, la majorité sont employées sans qualification dans l'agriculture et l'artisanat, en projection de l'espace familial, dans la domesticité, et rarement dans l'industrie. De fait, le travail salarié féminin n'existe pratiquement pas, la femme est exclue de la sphère publique et elle n'a comme statut concevable que celui d'épouse et de mère. Le droit de vote lui a été reconnu en principe en 1947, mais les modalités d'exercice de ce droit ne sont précisées qu'en 1958, dans le cadre des opérations de séduction tardives de l'autorité coloniale. Le programme nationaliste, il est vrai, ne promet pas beaucoup mieux.

Si le militantisme féminin est une réalité, si un modèle émancipateur s'est affirmé, c'est dans le cadre du PCA et de son Union des Femmes, mais ils souffrent des contradictions du communisme algérien, de son écartèlement entre les communautés européenne et musulmane, des flous à l'égard de la question nationale qui surdétermine toute la vie de l'Algérie.

Par quels cheminements, dans quelles conditions les femmes participent-elles à la lutte armée ? Djamila Amrane dans la partie la plus longue, la plus fouillée, la plus originale de sa thèse, et dans les entretiens de son second ouvrage, suit ces itinéraires vers le maquis et la guérilla urbaine. Modèle du père, du frère, rôle des medersas (des écoles primaires influencées par les nationalistes), importance de la sociabilité féminine à travers les fêtes, rôle de la chanson, des orchestres de femmes dans la diffusion de la culture militante, ces vecteurs sont bien montrés. Dans tout cela, il

n'y a pas d'affirmation féministe. Les tâches de combattantes les maintiennent dans leur statut traditionnel, dans le cercle de leur condition. Aux maquis, elles sont infirmières, cantinières dirait-on pour les deux tiers ; dans la bataille d'Alger, elles assurent le transport des armes... Mais, même ainsi cantonnée, cette irruption ne pouvait laisser les choses en l'état : les tâches les plus modestes, celle de guide, le ravitaillement, l'hébergement..., transgressent les rôles sexuels. Les belles pages consacrées aux prisons, à leurs souffrances mais aussi à la sororité qui nourrit la solidarité montrent que des frontières sont brisées.

Qu'en reste-t-il une fois l'indépendance acquise ? 11 000 fiches, soit 3,1% du total des Moudjahiddin recensés officiellement. Pourquoi cet engagement n'a-t-il pas été assorti d'une modernisation du statut de la femme ? L'Algérie n'est pas, loin de là, un cas unique : que l'on pense à la France de 1789, au Liban... ni les révolutions ni les mouvements nationalistes n'ont libéré les femmes. Mais le cas algérien a des aspects originaux. Il faut les rechercher dans l'idéologie du mouvement de libération comme le montrent les textes fondamentaux, ceux du Congrès de la Soummam en 1956 (dont la lecture laisse pantois) et de Tripoli en juin 1962, où sont jetées les bases d'une Algérie bien peu nouvelle pour les femmes.

Certes, le Congrès de Tripoli reconnaît, dans un bref passage, « qu'il existe dans notre société une mentalité inégalitaire quant au rôle de la femme » et souligne la nécessité d'une évolution. Mais le FLN n'est pas à l'avant-garde : les maquisardes réfugiées en Tunisie ont dû faire une grève de la faim pour obtenir le droit de sortir librement et de faire des études !

Djamila Amrane fournit quantité d'exemples du désenchantement national qui suit la fête de l'été 1962, de ce désespoir qui a conduit certaines au suicide ou à la folie. « Nous avons l'indépendance, mais que reste-t-il de moi ? » s'interroge une militante (p. 268). Quelques unes ont « réussi » dans l'establishment, mais la seconde assemblée nationale ne comptera que deux députées ! La suppression de l'émission radiophonique de Fadela Mrabet en 1964, puis son éviction de l'enseignement en 1967 pour cause de libre parole sonnent le glas de *L'Algérie des illusions* [4].

Il faut bien admettre que, dans une partie de la société, l'indépendance s'accompagne d'un regain du traditionalisme, que « les ancêtres redoublent de férocité » comme le dit Kateb Yacine. Quant aux progressistes, ils ont posé le problème de l'égalité, à partir et en fonction de la seule légitimité nationaliste, non sur une base féminine spécifique.

Sur ce point et sur le poids de l'islam, Djamila Amrane est peut-être trop discrète. Il est vrai que les déchirures récentes imposent une nouvelle lecture de la guerre de libération.

Les réactions négatives face au premier livre de Assia Djebar, *Les Impatients*, qui posait les problèmes de la crise des relations entre hommes et femmes, de l'impossibilité du couple, montrent que le féminisme, comme mouvement autonome, n'est pas pensable alors. De même, le récit de Fatma Amrouche, *Histoire de ma vie*, publié par Maspero en 1968 avec une préface de Kateb Yacine promettant que ce livre serait lu dans toutes les écoles, n'a-t-il eu que des échos limités en Algérie, parce qu'il ne s'inscrit pas dans les canons nationalistes.

Alors qu'il était partie intégrante du mouvement de libération nationale, l'engagement de « métropolitaines », ainsi que des militantes européennes et juives « pieds noirs », a lui aussi été occulté. Minoritaire, infime si on le juge en termes statistiques, il avait cependant une portée antiraciste, il ouvrait les voies de l'internationalisme et des acquis féministes qui lui étaient liées, ainsi que les horizons de l'universalité qui ont tant fait défaut au nationalisme algérien. Une des limites de la culture politique de l'Algérie indépendante a, en effet, été l'ignorance, le refoulement de la part non arabo-musulmane de son histoire.

Claude LIAUZU

Référence électronique

Claude LIAUZU, « Djamila AMRANE, *Les femmes algériennes dans la guerre*, Plon, 1991 ; *Des femmes dans la guerre d'Algérie*, Karthala, 1996. », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 9 | 1999, mis en ligne le 21 mars 2003, consulté le 12 février 2017. URL : <http://clio.revues.org/307>

Notes

[1] Il faut aussi rendre hommage au travail de Monique Gadant, à sa thèse *Islam et nationalisme en Algérie*, L'Harmattan, 1988, qui aborde le problème des femmes dans le discours du FLN, à ses articles dans *Peuples Méditerranéens*, ainsi qu'à sa coordination de recherches internationales sur « Femmes et argent », « Femmes et pouvoir ». Avant elle, Christiane Souriau avait, parmi les premières en France, ouvert les voies d'une recherche.

[2] 1980, Ed. Jeune Afrique.

[3] Cf. L'édition de 1966, p. 176, chez Jean-Jacques Pauvret.

[4] Titre de T. M. Maschino et Fadela Mrabet, Robert Laffont, 1972, qui suit *La femme algérienne* de 1964 et *Les Algériennes* de 1967.